

## **Economie** | La mission parlementaire "Impact Gilets Jaunes" de passage à Bordeaux, entre espoir et désillusion



L'initiative, venue du député Roland Lescure, n'est pas au bashing des gilets jaunes. La mission parlementaire, après être passée par Rouen et Toulouse, terminait sa tournée à Bordeaux lundi 15 juillet avant de remettre un premier rapport officiel mercredi 17 juillet. Présidée par David Abad la mission suit trois lignes directrices : écouter les acteurs économiques locaux, afin de mieux cibler les besoins, pour ensuite adapter le dispositif d'aide et d'accompagnement "pour cette France silencieuse, cette France qui travaille et qu'on n'entend pas " expliquent les députés en charge de la mission.

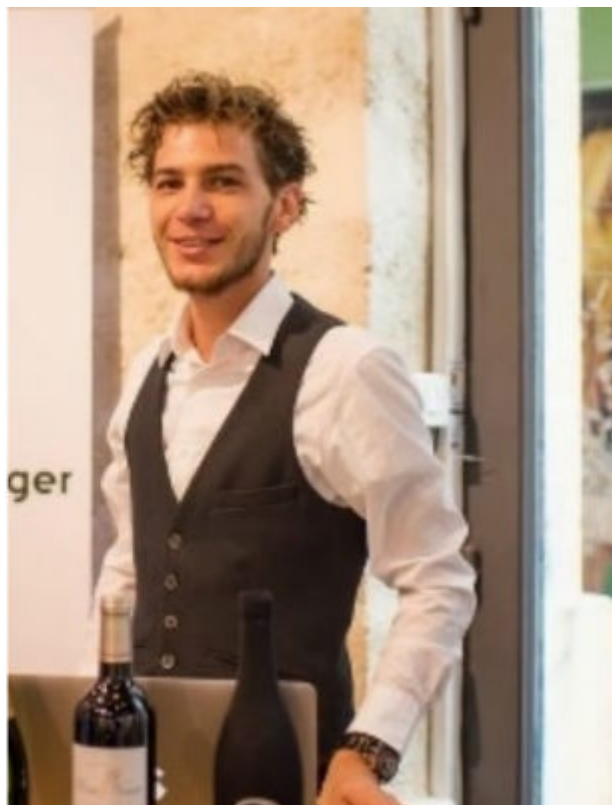
Né en novembre dernier, le mouvement social "Les gilets jaunes", d'une ampleur inédite depuis mai 1968, a vu se développer en marge de ses manifestations, fondées sur des revendications que le gouvernement reconnaît comme légitimes, des phénomènes de blocages, de dégradations mais également de violences. Des dérives, dont les commerçants des villes où passaient les cortèges ont payé et paient encore aujourd'hui, le prix fort, alors que le mouvement s'apaise. Ce prix est économique tout d'abord, mais également, trop souvent, physique et psychique.

### **Cibler les besoins pour adapter le dispositif d'aide**

C'est pour tenter de dresser le montant de ces dégâts que les députés qui composent la mission parlementaire "Impact Gilet Jaunes" sont allés à la rencontre des commerçants lundi matin 15 juillet. Des professionnels dont les enseignes sont situées sur, ou entre, les cours Victor Hugo, Alsace-Lorraine et Pasteur, un triangle qui a concentré les dégradations au plus fort du mouvement. "On ne veut pas faire du gilet jaunes bashing, explique Roland Lescure, on est là pour écouter, cibler les besoins et pouvoir ainsi adapter les dispositifs d'aide et d'accompagnement. La mission a été lancée il y a deux mois afin de trouver des solutions sur le long cours". Écouter donc tout d'abord, le fait que chacun des commerçants rencontrés a perdu entre 10 à 30 % de son chiffre d'affaires, depuis novembre 2018, et a du, souvent, prendre les décisions qu'implique une telle perte de revenus: réduire ses effectifs. Cibler les besoins ensuite, le soulagement des charges fixes est souvent abordé (URSSAF, impôts...) différentes aides et un soutien sur le long cours sont inévitablement abordés. Mais un point revient systématiquement: la difficile voire parfois l'impossible perception de ces sommes. Et là, le problème se dédouble entre les pouvoirs publics et organismes privés.

### **Des critères d'éligibilité contraignants**

Des critères d'éligibilité "drastiques" de la part de la Chambre de Commerce et d'Industrie et les exigences "déconnectées de la réalité" de la part des compagnies d'assurance, obscurcissent les jours à venir des commerçants du triangle des Bermudes bordelais. Face à ce dernier point les députés relèvent une incohérence: rencontrée à Paris, la fédération des assurances affichait une pleine bienveillance à l'égard des commerçants qui viendraient à déclarer des dégâts résultants des dérives en marges des manifestations. Et pourtant plusieurs professionnels n'ont encore rien reçu, ou ne toucheront rien. C'est le cas de Sandy Hebert de la boutique "Le Psyché d'Holly" et de Jessy Melun de la cave à manger "Le Métropolitain". Tout deux ont épuisé leur trésorerie pour soutenir leur commerce pendant la longue période des manifestations. Pour chacun, prouver les difficultés économiques engendrées par le mouvement social, relève du défi. La boutique de Sandy, rue Saint James, n'a pas éprouvé de dégâts physique "Je n'ai été touchée que sur le plan économique et c'est très difficilement justifiable auprès des assurances". La cave à manger de Jessy, elle, a du renoncer à plusieurs de ses samedis soirs "pour la restauration, ce soir là ne peut pas se reporter sur un autre de la semaine. Quand on bouffe notre samedi ça fait mal". Deux jeunes entreprises qui, trop anciennes pour bénéficier des aides destinées aux primaires entrepreneurs, restent malgré tout trop jeune pour pouvoir fournir les documents attestant d'un chiffre d'affaires en baisse suite aux manifestations.



## Des craintes de résurgence du mouvement à la rentrée

Pour Sandy et Jessy la rentrée de septembre, également rentrée sociale, est un sujet d'inquiétude. Les députés en ont conscience, le retour des devoirs d'école est aussi, parfois, le retour des manifestations; et le risque de résurgence du mouvement, qui semble s'être calmé à l'approche de l'été, existe. Si le travail de la mission parlementaire envoie un signal de prise en compte des difficultés des commerçants, "pour le moment ça reste des mots et des paroles. On ne peut que espérer, que ce qui a été dit sera pris en considération, et donnera lieu à des actions" tempère Jessy Melun. "Septembre c'est demain, pour l'instant on a aucun indicateur positif pour la rentrée sociale, et on se bat seul", déplore Sandy Hebert. Une imminence qui accentue la nécessité d'un système d'aide qui s'appuierait sur les institutions et les associations de commerçants, pour être au plus près de la réalité économique des professionnels.

Anna Bonnemasou

*Crédit Photo : Anna Bonnemasou Carrere*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 16/07/2019*

*[Url de cet article](#)*